



Professeurs des écoles, le grand déclassé

Par Thiébault Dromard le 23.02.2022 à 10h00, mis à jour le 22.02.2022 à 15h00 Lecture 7 min. Abonnés

Pour faire remonter le niveau des élèves, il est urgent de revaloriser les enseignants et d'améliorer leurs pratiques pédagogiques.



Rentrée 2020 à l'Institut national supérieur du professorat et de l'éducation Clermont-Auvergne. (PhotoPQR/La Montagne/MaxPPP)

PhotoPQR/La Montagne/MaxPPP

Sous-payés, déconsidérés, mal formés: c'est peu dire que les professeurs des écoles, enseignants en maternelle et primaire, se sentent déclassés, loin de l'image d'Epinal des "hussards de la République" investis de la mission de former les futures élites de la nation. Le "plus beau métier du monde" n'attire plus, fait fuir les meilleurs profils et démotive les autres... ce qui peut expliquer en bonne partie les mauvaises notes des écoliers français.

466 postes restés vacants

Ainsi, l'an dernier, sur 9.574 postes ouverts, 466 sont restés vacants, la désaffection touchant surtout les académies de Créteil et de Versailles qui concentrent les territoires en difficulté scolaire (REP et REP+). A Créteil, on a dû abaisser le niveau d'admission au concours à 6/20. Et ces deux académies ont même créé un second concours pour arriver à recruter. "Ce ne sont pas les meilleurs qui viennent, euphémise Géraldine Guillot, professeure des écoles en REP à Bobigny, en Seine-Saint-Denis. C'est pourtant dans nos quartiers qu'on aurait besoin des professeurs les plus aguerris.

Lire aussi *Au coeur d'un CP dédoublé de Seine-Saint-Denis*
Recours aux contractuels

De fait, le gouvernement n'a pu tenir la promesse du candidat Macron de ne plus affecter aucun professeur en zone prioritaire pendant ses trois premières années



ris.

Lire aussi *Au coeur d'un CP dédoublé de Seine-Saint-Denis*
Recours aux contractuels

De fait, le gouvernement n'a pu tenir la promesse du candidat Macron de ne plus affecter aucun professeur en zone prioritaire pendant ses trois premières années d'enseignement, même si la prime de 1.000 euros instaurée pour les enseignants des établissements REP+ a permis de mieux stabiliser les équipes. Faute de titulaires, ces académies sont obligées de multiplier le recours aux contractuels, des jeunes au CV parfois maigre payés à peine plus que le smic.

Le nombre de ces précaires a grimpé de 38% dans le premier degré à la rentrée de septembre dernier! Le contraire de ce qu'il faudrait faire, selon Noémie Le Donné, spécialiste de l'éducation à l'OCDE, pour qui "à regarder les comparaisons internationales, ce qui compte pour faire progresser les élèves défavorisés, c'est de leur donner de bons enseignants, les plus expérimentés". Au cœur de cette crise des vocations, le trop bas salaire des professeurs des écoles: 10% en dessous de la moyenne des 38 pays l'OCDE et deux fois moindre qu'en Allemagne. "Un surveillant de prison gagne mieux sa vie"

Comme tous les fonctionnaires, ils subissent le gel de l'indice qui sert au calcul de leur traitement. "Entre 2000 et 2019, ils ont perdu 15% de salaire mensuel et jusqu'à 25% pour ceux en milieu et en fin de carrière", souligne un récent rapport du sénateur Gérard Longuet (LR).

Et les enseignants de primaire sont désavantagés par rapport à leurs collègues du secondaire, sans la possibilité de faire des heures supplémentaires alors qu'ils passent bien plus de temps devant leurs élèves. Parallèlement, le niveau d'études exigé pour cette profession a été relevé de bac + 3 à bac + 5 en dix ans. "A près de 2.000 euros net, un surveillant de prison, niveau brevet des collèges, gagne mieux sa vie!" dénonce le collectif des Stylos rouges.

Pas de prime au mérite

Ce tarissement du vivier est particulièrement criant pour les candidats de formation scientifique qui voient s'offrir à eux des carrières nettement plus lucratives dans les entreprises. Conséquence: 86% des instituteurs viennent de filières littéraires ou de sciences humaines... et se trouvent peu allants et peu à l'aise pour enseigner les maths. "Certains de mes étudiants ont du mal avec des questions de numération basiques, comme écrire, en chiffres, sept millions cinquante-huit mille vingt-cinq", glisse une formatrice en mathématiques de l'Institut national supérieur du professorat et de l'éducation (Inspé).

Les performances de la France en retrait des moyennes de l'UE et de l'OCDE. (Marion Le Cam, Franck Salles, DEPP-B2)

Lire aussi *Auriez-vous réussi l'épreuve de maths pour être professeur des écoles?*

On comprend mieux pourquoi les petits Français ont terminé avec le bonnet d'âne lors de la dernière évaluation internationale de CM1 dans cette matière phare. D'autant que, face à l'opposition des syndicats, il n'existe presque pas, contrairement à ce qui passe dans d'autres pays, de prime au mérite pour récompenser les enseignants les plus investis par rapport aux plus mal notés.

Certes, Jean-Michel Blanquer a mis en place en 2021 une "prime d'attractivité" pour les enseignants (de la maternelle au lycée) de 57 euros net par mois pour les débutants en 2021 (qui verront leur traitement porté à plus de 1.850 euros net) et de 29 euros en milieu de carrière. Mais elle ne permet pas de rattrapage pour ceux du premier degré. "Je ne suis pas contre une mesure spécifique pour les professeurs des écoles", lâche,



aujourd'hui, le ministre de l'Education.

Mieux formés?

Au-delà de l'argent, pour avoir de meilleurs professeurs, il faut aussi qu'ils soient mieux formés. Or, dans l'Hexagone, ils s'estiment moins bien préparés qu'ailleurs. "Je n'ai rien appris en institut de formation, juge Géraldine Guillot, reconvertie après une carrière dans les collectivités locales. Nous faisons des maths, du français, mais nous n'apprenions jamais à enseigner ces disciplines aux élèves. Je n'ai pas eu d'exercices de mise en pratique." Le sujet mobilise le ministère.

Face aux accusations récurrentes d'une formation trop théorique, déconnectée du terrain, Blanquer a voulu apporter "un bain de pragmatisme" avec une réforme engagée il y a deux ans. Objectif: recentrer sur les fondamentaux, français et maths, qui représentent désormais 50% des cours. Et surtout recruter plus de formateurs eux-mêmes instituteurs en exercice.

Des cours assurés par des professeurs des écoles

Ils sont 35%, contre de 10 à 20% auparavant. "Les cours sur la gestion de classe, la pédagogie différenciée, sont maintenant assurés par des professeurs des écoles à mi-temps et plus seulement par des universitaires en sciences de l'éducation", confirme la formatrice d'Inspé.

Les étudiants sont aussi envoyés dès la première année en stage dans des classes. Enfin, des guides faisant la synthèse de bonnes pratiques pédagogiques concrètes sont distribués, "mais ils ont parfois été mal perçus par les enseignants, qui y ont vu une atteinte à leur liberté pédagogique", note le think tank l'Institut Montaigne.

Lire aussi *Quelle place pour l'éducation civique à l'école primaire?*

Manque d'accompagnement

La formation continue connaît également quelques avancées alors que l'Education nationale ne lui consacre que 87 euros par an et par enseignant, avec des plans maths et français de chacun trente heures par an. Mais tous ces efforts mettront du temps à donner des résultats.

En attendant, face aux élèves, bien des enseignants se sentent encore trop isolés. "J'ai eu l'impression d'être jetée dans la classe, sans aucun accompagnement, regrette Géraldine qui s'en remet, pour mieux connaître les ficelles de sa fonction, aux collègues et aux blogs d'enseignants en ligne."

Choisir directement ses enseignants?

Pour mieux s'adapter aux réalités locales, responsabiliser et souder les équipes d'enseignants, d'aucuns réclament plus d'autonomie des établissements, une promesse du candidat Macron en 2017 largement restée dans les cartons. Le chef de l'Etat a annoncé, cet automne, une expérimentation à Marseille où une cinquantaine de directeurs d'école choisiront directement leurs enseignants selon leur profil et leur motivation.

Tout cela suffira-t-il à réenchanter le métier? Rien n'est moins sûr tant le sentiment de déclassement reste prégnant. Or les études de l'OCDE montrent que plus les enseignants sont satisfaits de leur statut social (salaire, mais aussi reconnaissance et épanouissement professionnel) et plus leurs élèves obtiennent des scores élevés.

Lire aussi *Présidentielle: Emmanuel Macron a-t-il raison d'attendre pour officialiser sa candidature?*

Plus de bienveillance dans la pédagogie

Faire de l'erreur une nouvelle chance de mieux comprendre, encourager les plus fragiles, créer des parcours différenciés d'apprentissage, mettre la bienveillance au cœur



de la pédagogie. Nous ne sommes pas aux Etats-Unis mais à Versailles, académie pilote d'un nouveau programme de formation Motiv'Action à destination de 400 professeurs volontaires de CP piloté par deux économistes Yann Algan et Elise Huillery. "Plus qu'ailleurs nous avons en France d'énormes écarts entre les très bons et les très mauvais élèves, constate Elise Huillery. C'est aussi dans notre pays que nous avons plus d'élèves anxieux que la moyenne, qui perdent leurs moyens dans les apprentissages. Nous devons réagir."

Le duo a décidé de commencer par les petites classes où "tout se joue" avec une démarche à la fois théorique pour donner un bagage aux enseignants mais également pratique avec des exercices très concrets. Ces deux chercheurs retourneront dans les classes en fin d'année pour mesurer concrètement l'impact de leur formation sur les élèves. Une déclinaison est prévue à Bordeaux, à Paris et à Poitiers.

